

**Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer
du mercredi 5 novembre 2025**

Délibération : N° 2025/29

Objet : REMPLACEMENT D'UN MEMBRE DU CONSEIL

Rapporteur : Monsieur Christophe CLAEYS

Vu l'article L.2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que seul le Maire, Président de l'assemblée, est habilité à prendre en compte la démission d'un de ces membres ;

Vu l'article L.270 du Code Électoral, qui précise les modalités de remplacement d'un membre d'une assemblée par le candidat suivant, inscrit sur les listes enregistrées lors du dernier renouvellement de l'assemblée ;

Considérant la lettre de démission de Monsieur Dominique HUREZ conseiller municipal de la commune de Saint-Pol-sur-Mer, réceptionnée le 31 mars 2025 ;

Considérant que Madame Audrey LEGRAND, Monsieur Jean-Pierre GOUDAL et Monsieur Max PENSIS suivants sur la liste, nous ont indiqué tour à tour, ne pas vouloir intégrer l'assemblée dans leur(s) lettre(s) de démission ;

Considérant que le Sous-Préfet et le Maire de Dunkerque, ont été informés des démissions de ces derniers ;

Considérant que Madame Sandy FREDERICK, suivante sur la liste « Défi Saint-Polois » ai été appelée à siéger au sein de l'assemblée ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christophe CLAEYS ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

PREND ACTE :

- De l'installation de madame Sandy FREDERICK comme nouvelle conseillère municipale, en remplacement de monsieur Dominique HUREZ.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTE DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-216404-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à l'unanimité

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/30

Objet : APPROBATION DE LA PROGRAMMATION POLITIQUE DE LA VILLE 2026

Rapporteur : Madame Marjorie MOUTENET-LENOIR

Vu la délibération n°01/2024 du 25 janvier 2024 approuvant l'adoption du Contrat de Ville – déclinaison Saint-Pol-sur-Mer pour la période 2024-2030, il est proposé au Conseil consultatif d'approuver le programme d'actions 2026 mis en œuvre sur le territoire saint-polois dans le cadre du Contrat de Ville d'Agglomération.

Considérant que ces actions ont été coproduites avec l'ensemble des partenaires locaux et qu'elles répondent aux priorités identifiées pour le territoire, dans le respect des cinq piliers du Contrat de Ville :

- Emploi et insertion professionnelle ;
- Éducation et jeunesse ;
- Transition énergétique et écologique ;
- Santé, bien-être et accès aux soins ;
- Culture et sport.

Considérant la programmation 2026 suivante :

ÉDUCATION

Au titre du Programme de Réussite Educative (P.R.E), sous maîtrise d'ouvrage de la SCAS

- Accompagnement des enfants et des jeunes afin de leur permettre de s'épanouir (sophrologie)
Action visant à favoriser l'épanouissement des enfants et des jeunes par la sophrologie. Des temps d'échanges et d'accompagnement sont également proposés aux parents rencontrant des difficultés éducatives.

Porteur : SCAS

Coût de l'action : 12 500 €

Participation communale : 3 900 €

- Accompagnement individuel d'enfants scolarisés en primaire dans le cadre du P.R.E
Soutien personnalisé d'enfants scolarisés en primaire afin de renforcer leur confiance et leur réussite scolaire. Les temps d'accompagnement (échanges, activités éducatives, jeux, sorties) sont assurés par des étudiants bénévoles.

Porteur : AFEV

Coût de l'action : 44 548 €

Participation communale : 2 500 €

- Instant Parent : un instant à soi pour penser à soi
Moments de parole et d'écoute permettant aux parents de retrouver confiance en leurs capacités éducatives et de mieux accompagner leur enfant au quotidien.

Porteur : La Sauvegarde du Nord

Coût de l'action : 2 015 €

Participation communale : 500 €

- Les Extras Mobilisés

Programme de remobilisation pour jeunes en difficulté scolaire, proposant un cadre bienveillant et valorisant à travers des ateliers et activités menés les mercredis et pendant les vacances.

Porteur : AAE

Coût de l'action : 10 693 €

Participation communale : 3 000 €

- Accompagnement financier aux familles

Aide financière ponctuelle destinée à permettre à certains enfants d'accéder à des soins essentiels non couverts autrement.

Porteur : SCAS

Coût de l'action : 1 000 €

Participation communale : 0 €

- Comment bien faire grandir mon enfant/ cafés des parents

Rencontres conviviales organisées dans les établissements scolaires, offrant un espace d'échanges et de réflexion autour de la parentalité et du développement de l'enfant.

Porteur : Sauvegarde du Nord

Coût de l'action : 5 377 €

Participation communale : 2 077 €

- Coordination du dispositif du Programme de Réussite Educative et animation de l'atelier/Référent pour l'Equipe Pluridisciplinaire de Soutien

Animation et pilotage du dispositif : identification des enfants bénéficiaires, coordination avec les partenaires et suivi des actions menées.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 63 109 €

Participation communale : 23 109 €

- Référent de parcours du Programme de Réussite Educative

Accompagnement global des enfants et des familles intégrés au dispositif, avec un suivi individualisé du parcours éducatif et social.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 56 330 €

Participation communale : 21 330 €

Au titre de la jeunesse, sous maîtrise d'ouvrage de l'association Villenvie

- Espace Bayard

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 9 700 €

Participation communale : 9 700 €

SANTÉ

Au titre de la santé, sous maîtrise d'ouvrage de l'association Villenvie

- La confiance au bout des gants

Renforcer la confiance et l'émancipation des femmes des quartiers par la pratique du sport de combat.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 13 030 €

Participation communale : 6 515 €

- Santé mentale

Prévenir la souffrance psychique en formant les acteurs de quartier et en aidant les habitants à mieux gérer leurs émotions.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 12 656 €

Participation communale : 6 328 €

CITOYENNETÉ

Au titre du renforcement de la participation citoyenne, sous maîtrise d'ouvrage de l'association Villenvie

- Animons nos quartiers

Favoriser le vivre-ensemble en impliquant les habitants dans l'animation et l'amélioration des espaces de leur quartier.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 32 281 €

Participation communale : 18 781 €

- La fabrique citoyenne

Favoriser l'émancipation et la participation citoyenne des habitants à travers des actions pédagogiques et l'accompagnement de leurs initiatives.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 41 302 €

Participation communale : 20 935 €

- Elaboration, mise en œuvre et accompagnement des dispositifs de concertation avec les habitants

Soutenir la concertation et la co-construction des projets de quartier en plaçant les habitants au cœur des démarches de la politique de la ville et du NPNRU.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 120 357 €

Participation communale : 120 357 €

- Fonds de travaux urbains

Améliorer le cadre de vie et favoriser la transition écologique en soutenant des projets urbains participatifs portés par les habitants.

Porteur : Commune de Saint-Pol-sur-Mer

Coût de l'action : 30 000 €

Participation communale : 15 000 €

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Au titre de l'accompagnement à la transition écologique et énergétique, sous maîtrise d'ouvrage de l'association Villenvie

- Zéro déchet à la portée de tous

Sensibiliser les habitants des quartiers à la transition écologique et les accompagner vers des pratiques zéro déchet au quotidien.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 15 906 €

Participation communale : 7 953 €

- Un atelier de quartier pour Saint Pol sur mer : animer les quartiers, rendre attractif le cadre de vie, être bien chez soi.

Améliorer le cadre de vie et renforcer la cohésion sociale en aidant les habitants à réinvestir et valoriser leur logement et leur quartier.

Porteur : Compagnons bâtisseurs

Coût de l'action : 78 254 €

Participation communale : 8 000 €

ANIMATION DU TERRITOIRE

Au titre de l'accès au sport, sous maîtrise d'ouvrage de l'association Villenvie

- A la découverte du sport, de ses valeurs et ses débouchés

Favoriser l'insertion et la mixité en faisant découvrir aux jeunes des quartiers les pratiques et métiers liés au sport.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 19 223 €

Participation communale : 9 790 €

- Cap sur l'aventure aquatique

Faire découvrir les sports nautiques et sensibiliser les jeunes des quartiers à l'esprit d'équipe et à la protection de l'environnement.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 16 323 €

Participation communale : 8 162 €

Au titre du renforcement des projets d'habitants, sous maîtrise d'ouvrage de l'association Villenvie et porté par la Région

- Nos quartiers d'été

Animer les quartiers durant l'été et renforcer la cohésion sociale en impliquant les habitants dans la co-construction d'activités locales.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 27 645 €

Participation communale : 21 245 €

- Programme d'initiatives citoyennes

Encourager les initiatives d'habitants pour renforcer la participation citoyenne et la solidarité dans les quartiers.

Porteur : Villenvie

Coût de l'action : 10 000 €

Participation communale : 5 000 €

DROIT COMMUN

Au titre de l'accompagnement des publics fragiles, sous maîtrise d'ouvrage de l'association Villenvie

- Accompagnement au titre de la lutte contre la précarité

Porteur : la Saint-Poloise

Coût de l'action : 5 000 €

Participation communale : 5 000 €

- Accompagnement des personnes isolées dans leurs déplacements

Porteur : ACL Proxipol

Coût de l'action : 30 000 €

Participation communale : 30 000 €

Au titre de l'éducation social, sous maîtrise d'ouvrage de la SCAS

- Soutien financier aux familles

Porteur : SCAS

Coût de l'action : 12 000 €

Participation communale : 12 000 €

Considérant que la programmation ne sera validée définitivement qu'une fois que les services de l'Etat auront procédé à l'instruction et à la validation des actions ;

Considérant que, dans l'hypothèse d'un refus de cofinancement par l'Etat, la Ville se réserve la possibilité de retirer sa participation ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Madame Marjorie MOUTENET-LENOIR ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE

- D'adopter le programme d'actions du territoire saint-polois au titre du Contrat de Ville d'Agglomération pour l'année 2025 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire délégué à engager les procédures nécessaires à l'obtention des financements conformément aux stipulations du Contrat de Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire délégué à signer l'ensemble des pièces et conventions nécessaires à la mise en œuvre de ce programme d'actions ;
- D'autoriser Monsieur le Maire délégué à opérer les règlements relatifs aux conventions, les dépenses étant imputées sur le budget prévu à cet effet.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIÉ EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-234722-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à la majorité

6 abstentions : BAYRAKTAR - NAVE - DEFRANCE - BRICHE - VAN DEN BROECKE - VAMPOUILLE

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VANDEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/31

Objet : AIDE AUX ÉCOLES DANS LE CADRE DU PROJET ÉDUCATIF LOCAL 2025-2026

Rapporteur : Madame Marjorie MOUTENET-LENOIR

Vu la délibération n°120/2002 du 16 décembre 2002 instituant un appel à projet annuel, lancé par la ville, à destination des écoles de la commune pour développer des actions éducatives locales ;

Considérant la volonté de la municipalité, depuis 2020, d'orienter ces actions vers des projets d'éveil culturel et plus particulièrement, pour l'année 2025-2026, sur la thématique « » ;

Considérant l'examen des différents projets d'éveil culturel ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Madame Marjorie MOUTENET-LENOIR ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

- D'attribuer une subvention de 12 060€ à l'Office Central de Coopération à l'école (OCCE), association nationale, qui sera chargé de la verser aux coopératives des écoles de la façon suivante :

Coopérative de l'école élémentaire Anatole France	1 000 €
Coopérative de l'école élémentaire Jean Jaurès	818 €
Coopérative de l'école élémentaire Jules Verne	85 €
Coopérative de l'école élémentaire Langevin	814 €
Coopérative de l'école élémentaire Vancauwenberghe	1 000 €
Coopérative de l'école élémentaire Joliot Curie	605 €
Coopérative de l'école élémentaire Copernic	1 000 €
Coopérative de l'école maternelle Copernic	850 €
Coopérative de l'école maternelle Victor Hugo	1 000 €
Coopérative de l'école maternelle Langevin	1 000 €
Coopérative de l'école maternelle Vancauwenberghe	1 000 €
Coopérative de l'école maternelle Joliot-Curie	1 000 €
Coopérative de l'école maternelle Kergomard	1 000 €

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-233983-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à la majorité

1 abstentions : BAYRAKTAR

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/32

Objet : APPEL A PROJET FSE 2026 - TERRI'MOUV INCLUSION POUR L'ACTION "ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS DES PARTICIPANTS DU PLIE RÉSIDANTS SUR UN TERRITOIRE ADHÉRANT AU PLIE DU DUNKERQUOIS"

Rapporteur : Madame Marjorie MOUTENET-LENOIR

Vu la délibération n°10/2001 du 19 janvier 2001 relative à l'adhésion de la commune au Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi ;

Vu l'appel à projets du Fonds Social Européen (FSE) au titre du programme national FSE+ « Soutien des politiques locales en faveur de l'insertion professionnelle et de l'inclusion sociale du public et du territoire des PLIE », permettant de financer des postes d'accompagnement des bénéficiaires du PLIE pour 2026 ;

Considérant que les bénéficiaires du PLIE ont bénéficié d'un accompagnement, par les services de la ville, en reconduction en 2025 ;

Considérant que la collectivité souhaite poursuivre cette action pour l'année 2026 ;

Considérant que le coût supporté par la collectivité pour cette action est estimé à 136 814,06 euros ;

Considérant que le montant total et maximum de 117 600 euros sera réparti entre le FSE et le PLIE ;

Considérant qu'il est prévu de retenir l'option du coût simplifié (OCS) à hauteur de 15 % des coûts restants après les dépenses de personnel.

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Madame Marjorie MOUTENET-LENOIR ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

APPROUVE :

- Le dépôt du dossier de demande de subvention pour l'année 2026 ;

AUTORISE :

- Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à la mise en œuvre de ce projet.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-234331-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à la majorité

6 abstentions : BAYRAKTAR - NAVE - DEFRANCE - BRICHE - VAN DEN BROECKE - VAMPOUILLE

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/33

Objet : DÉNOMINATION D'UN LIEU PUBLIC : COMMISSARIAT DE POLICE MUNICIPAL
ALBERT COEUGNART

Rapporteur : Monsieur Christophe CLAEYS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants relatifs aux attributions du conseil municipal ;

Vu les compétences du conseil municipal en matière d'adressage ;

Considérant le souhait de la municipalité de dénommer le commissariat de Police Municipal ;

Considérant que monsieur Albert Coeugnart, décédé le 19 août 2023, au-delà de son engagement politique pour les saint-polois, a été aussi le premier policier municipal de la commune ;

Considérant l'autorisation accordée par ses enfants dans la volonté de dénommer le commissariat de police municipale de son nom ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christophe CLAEYS ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

- De dénommer le commissariat de police municipale de la commune, commissariat de police municipale Albert Coeugnart.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-231382-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à l'unanimité

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/34

Objet : DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE 540 AW 0346

Rapporteur : Monsieur Olivier MERSSEMAN

Vu l'inaliénabilité des biens du domaine public ;

Vu la procédure de cession de retrait de bien du domaine public communal ;

Vu l'article L.2141-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques précisant que la sortie d'un bien du domaine public est conditionné par une désaffectation matérielle du bien et par une décision administrative, c'est-à-dire une délibération constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Déplacements couvrant l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine de Dunkerque approuvé par délibération du Conseil Communautaire le 19 décembre 2022 ;

Considérant le futur projet de réhabilitation de 508 logements et de résidentialisation du quartier ouest résidences Jean Bart - Guynemer, initié et validé dans le cadre de la reconstitution d'offre locative sociale du projet NPNRU ;

Considérant que la parcelle cadastré 540AW0346, d'une contenance de 3 044,00 m² et classée en zone UR du PLUIHD, secteur de grands projets de renouvellement urbain, appartient au domaine public de la collectivité ;

Considérant que pour la réalisation de ce projet, il y a lieu pour la commune de céder à l'euro symbolique 17,00 m² provenant de la parcelle mère cadastré 540AW0346 à la Société Habitat Du Nord ;

Considérant que pour réaliser cette cession, il est nécessaire que cette partie de la parcelle soit désaffectée et déclassée du domaine public communal ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Olivier MERSSEMAN ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

- De prononcer la désaffectation et le déclassement du domaine public d'une partie de 17m² issue de la parcelle n° 540 AW 0346.

AUTORISE :

- Monsieur le Maire ou son représentant à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTE DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-234098-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à la majorité

6 abstentions : BAYRAKTAR - NAVE - DEFRANCE - BRICHE - VAN DEN BROECKE -
VAMPOUILLE

Département
du
Nord

VILLE DE DUNKERQUE
Commune de Saint-Pol-sur-Mer
Extrait du registre des délibérations du Conseil Consultatif
convoqué le
pour la séance du mercredi 5 novembre 2025

Arrondissement
de
Dunkerque

Nombre de Conseillers en exercice : **35**
Nombre de Conseillers présents : **29**
Nombre de procurations : **3**

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/35

Objet : DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE 540 AW 0347

Rapporteur : Monsieur Olivier MERSSEMAN

Vu l'inaliénabilité des biens du domaine public ;

Vu la procédure de cession de retrait de bien du domaine public communal ;

Vu l'article L.2141-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques précisant que la sortie d'un bien du domaine public est conditionné par une désaffectation matérielle du bien et par une décision administrative, c'est-à-dire une délibération constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Déplacements couvrant l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine de Dunkerque approuvé par délibération du Conseil Communautaire le 19 décembre 2022 ;

Considérant le futur projet de réhabilitation de 508 logements et de résidentialisation du quartier ouest résidences Jean Bart Guynemer, initié et validé dans le cadre de la reconstitution d'offre locative sociale du projet NPNRU ;

Considérant le futur projet de rénovation de voirie de la rue Victor Hugo ;

Considérant que la parcelle cadastré 540AW0347, d'une contenance de 1 747,00 m² et classée en zone UR du PLUIHD, secteur de grands projets de renouvellement urbain, appartient au domaine public de la collectivité ;

Considérant que pour la réalisation de ce projet, il y a lieu pour la commune de céder à l'euro symbolique 1 059,00 m² provenant de la parcelle mère cadastré 540AW0347 à la Société Habitat du Nord ;

Considérant que pour réaliser cette cession, il est nécessaire que cette partie de la parcelle soit désaffectée et déclassée du domaine public communal ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Olivier MERSSEMAN ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

- De prononcer la désaffectation et le déclassement du domaine public de la parcelle de 1 059m² issue de la parcelle n° 540 AW 0347.

AUTORISE :

- Monsieur le Maire ou son représentant à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre

de cette délibération.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-234102-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Rejeté à la majorité

26 voix pour : CLAEYS - DEGUINES - MOUTENET-LENOIR - MEENEBOO - OUGHAZDI - BOUREY - LEFEBVRE - MERSSEMAN - TABIBOU - HAUDIQUET - DEBAVELAERE - GOURDEN - MASURE - CATOIRE - CLEMENT - MANIER - CABARET - MAES - DUMARQUEZ - NICOLLE - DAHMANI - LAMIRAND - VARLET - LEGROS - VANDORME - MORNAVE

6 abstentions : BAYRAKTAR - NAVE - DEFRANCE - BRICHE - VAN DEN BROECKE - VAMPOUILLE

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Rejeté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/36

Objet : DÉSAFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DE LA PARCELLE 540 AW 0482

Rapporteur : Monsieur Olivier MERSSEMAN

Vu l'inaliénabilité des biens du domaine public ;

Vu la procédure de cession de retrait de bien du domaine public communal ;

Vu l'article L.2141-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques précisant que la sortie d'un bien du domaine public est conditionné par une désaffectation matérielle du bien et par une décision administrative, c'est-à-dire une délibération constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Habitat Déplacements couvrant l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine de Dunkerque approuvé par délibération du Conseil Communautaire le 19 décembre 2022 ;

Considérant le futur projet de réhabilitation de 508 logements et de résidentialisation du quartier ouest résidences Jean Bart - Guynemer, initié et validé dans le cadre de la reconstitution d'offre locative sociale du projet NPNRU ;

Considérant la construction future de logements individuels ;

Considérant que la parcelle cadastrée 540AW0482 d'une contenance de 1.680 m² et classées en zone UR du PLUIHD, secteur de grands projets de renouvellement urbain, appartient au domaine public de la collectivité ;

Considérant que pour la réalisation de ce projet, il y a lieu pour la commune de céder à l'euro symbolique l'intégralité de la parcelle cadastrée 540AW0482 à HABITAT DU NORD ;

Considérant que pour réaliser cette cession, il est nécessaire que cette parcelle soit désaffectée et déclassée du domaine public communal ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Olivier MERSSEMAN ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

- De prononcer la désaffectation et le déclassement du domaine public de la parcelle n° 540 AW 0482.

AUTORISE :

- Monsieur le Maire ou son représentant à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-234104-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à la majorité

6 abstentions : BAYRAKTAR - NAVE - DEFRANCE - BRICHE - VAN DEN BROECKE -
VAMPOUILLE

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/37

Objet : AVANCE SUR LE VERSEMENT DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Rapporteur : Monsieur Jean-Luc DEBAVELAERE

Vu l'article L.1612-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), qui fixe la règle de la reconduction des crédits en cas de retard de vote ;

Vu le décret n° 2025-848 du 27 août 2025 fixant la date du renouvellement des conseillers municipaux aux 15 et 22 mars 2026 ;

Considérant qu'en raison de l'année électorale, le vote du budget primitif pourrait être retardé ;

Considérant qu'il est possible d'accorder des avances sur subventions aux associations ayant bénéficié d'une subvention l'année précédente, dans la limite du quart du montant perçu, afin de leur permettre de poursuivre leurs activités d'intérêt général ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-Luc DEBAVELAERE ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

- D'autoriser le versement d'avances sur subventions, dans la limite d'un quart du montant versé l'année précédente, aux associations :
 - Ayant bénéficié d'une subvention au titre de l'année 2025 ;
 - Ayant déposé une demande de subvention pour l'année 2026 ;
 - Et ayant formulé une demande d'avance auprès de la collectivité.
- De préciser que ces avances ne préjugent en rien du montant définitif des subventions qui sera voté dans le cadre du budget primitif 2026 ;
- De conclure, dans l'attente de la fixation du montant définitif des subventions pour l'exercice 2026 et du renouvellement des conventions y afférentes, les conventions prévues à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, par application et maintien en vigueur des conventions existantes, au minimum jusqu'au 15 avril 2026 ;
- D'autoriser Monsieur Christophe CLAEYS, Maire, à signer toutes les conventions et tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision ;
- De prévoir l'inscription des crédits correspondants au budget primitif 2026.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-233601-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à l'unanimité

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/38

Objet : APPROBATION DES DÉCISIONS MODIFICATIVES - EXERCICE 2025

Rapporteur : Monsieur Philippe MASURE

Vu l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui autorise la modification des prévisions inscrites au budget primitif, en adoptant des décisions modificatives ;

Vu la délibération n° 11/2025 du 20 mars 2025 adoptant le budget spécial de l'exercice 2025 ;

Considérant les transferts comptables nécessaires au fonctionnement des services ;

Il est proposé à l'assemblée les décisions modificatives suivantes :

Fonctionnement			
Dépenses			
Chap	Compte	Libellé	Montant
11	60611	Eau et assainissement	24 000,00 €
	60612	Energie et électricité	74 482,70 €
	6068	Autres matières et fournitures	12 200,00 €
	611	Contrats de prestations de services	17 000,00 €
			5 000,00 €
			83 500,00 €
	61551	Entretien et réparation de matériels roulants	15 500,00 €
	6156	Maintenance	10 000,00 €
	6232	Fetes et cérémonies	15 000,00 €
65	6558	Autres contributions obligatoires	- 60 000,00 €
	65748	Subvention de fonctionnement associations	- 63 200,00 €
Total			133 482,70 €
Recettes			
74	748721	Dotation de gestion locale reçue	133 482,70 €
Total			133 482,70 €

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe MASURE ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

APPROUVE :

- Les décisions modificatives pour l'exercice 2025.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant téléransmission : 059-200027159-20251105-234795-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à la majorité

6 abstentions : BAYRAKTAR - NAVE - DEFRANCE - BRICHE - VAN DEN BROECKE -
VAMPOUILLE

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/40

Objet : MODIFICATION DE LA RÉGIE DE RECETTES ET D'AVANCES DES DROITS D'ENTRÉE AUX ACTIVITÉS CULTURELLES ET DE DÉPENSES LIÉES À LA REMISE DE CHEQUES LIRE, CULTURE LORS D'ÉVÉNEMENTS OU CONCOURS

Rapporteur : Monsieur Philippe MASURE

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

Annule et remplace la délibération n° 2025/12 du 20 mars 2025 instituant la modification de la régie de recettes et d'avances des droits d'entrée aux activités culturelles et de dépenses liées à la remise de chèques lire, culture lors d'événements ou concours et tous les actes antérieurs relatif à la création ou à la modification de cette régie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 03 octobre 2025 ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe MASURE ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 - Il est institué une régie mixte du service culture de la commune de Saint-Pol-sur-Mer (Spectacles et remises de récompenses)

ARTICLE 2 - Cette régie est installée au service Culture au 1^{er} étage de la Médiathèque Emile Zola – Centre Jean Cocteau – Boulevard de l'Aurore. Elle sera autorisée à se déplacer sur le lieu d'organisation de l'événements payant.

ARTICLE 3 – La régie encaisse les produits de droits d'entrées aux spectacles payants organisés par la commune :

- Pour les moins de 12 ans.
- Pour les plus de 12 ans.

ARTICLE 4 - Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de règlement suivants :

- 1° : Numéraire (Compte d'imputation 7062) ;
- 2° : Chèques (Compte d'imputation 7062) ;

3° : Paiement en ligne (Compte d'imputation 7062) ;

4° : Virement (Compte d'imputation 7062) ;

5° : Carte bancaire (Compte d'imputation 7062) ;

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket d'entrée numéroté.

ARTICLE 5 – La régie paie les dépenses de remise de récompense distribuée lors de l'organisation par les services à la culture (Culture, médiathèque, académie de musique, beaux-arts,) d'animations, concours...

ARTICLE 6 – Les dépenses liées à l'article 5 sont payées selon les modes de règlement suivants :

1° : Chèque culture

2° : Billetterie spectacle gratuit.

ARTICLE 7 – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès de la DRFIP59.

ARTICLE 8 – L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

ARTICLE 9 – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 35 000€.

ARTICLE 10 – Un fonds de caisse d'une valeur maximum de 300€ est consenti au régisseur.

ARTICLE 11 – Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 2 500€.

ARTICLE 12 – Le régisseur est tenu de verser au Comptable du Trésor le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 13 – Le régisseur est tenu de verser au Comptable du Trésor la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 14 – Le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 – Le régisseur percevra une indemnité de maniement de fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 – Monsieur le Maire et Monsieur le Comptable du Trésor assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE

A COMPTER DU : 17/11/2025

Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-233735-DE-1-1

Pour le Maire,

l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à l'unanimité

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/41

Objet : MODIFICATION DE LA RÉGIE DE RECETTES POUR LES DROITS D'ENTRÉES AU CINÉMA POUR LES SENIORS ET D'AVANCES POUR LA DISTRIBUTION DE BONS D'ACHATS AUX SENIORS

Rapporteur : Monsieur Philippe MASURE

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

Annule et remplace la délibération n° 2022/36 du 16 novembre 2022 instituant la modification de la régie de recettes pour les droits d'entrées au cinéma pour les séniors et d'avances pour la distribution de bons d'achats aux séniors et tous les actes antérieurs relatif à la création ou à la modification de cette régie ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 03 octobre 2025 ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe MASURE ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 - Il est institué une régie de recette au service Séniors de la commune de Saint-Pol-sur-Mer.

ARTICLE 2 - Cette régie est installée au service Séniors – Pole administratif - 256 Rue de la République – 59430 Saint-Pol-sur-Mer.

ARTICLE 3 – La régie encaisse les produits de droits d'entrées au Cinéma pour les Séniors. (Compte d'imputation 70632)

ARTICLE 4 - Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de règlement suivants :

1° : Numéraire ;

2° : Chèques ;

Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances du carnet PIRZ.

ARTICLE 5 – Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DRFIP59.

ARTICLE 6 – L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de

nomination.

ARTICLE 7 – Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 000€.

ARTICLE 8 – Le régisseur est tenu de verser au Comptable du Trésor le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 – Le régisseur est tenu de verser au Comptable du Trésor la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 – Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 – Le régisseur percevra une indemnité de maniement de fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 – Le régisseur suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds, selon la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

ARTICLE 13 – Monsieur le Maire et Monsieur le Comptable du Trésor assignataire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTE DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-233747-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à l'unanimité

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/42

Objet : MODIFICATION DE LA RÉGIE DE RECETTES PERCEPTION DES DROITS D'ADHÉSIONS AUX ACTIVITÉS MUNICIPALES, SPORTIVES ET SOCIO-CULTURELLES

Rapporteur : Monsieur Philippe MASURE

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Annule et remplace la délibération du 20 mars 1985 instituant une régie de perception des droits d'adhésion aux activités municipale sportives et socio culturelles

Les délibérations 05/2022 et 06/2022 restent inchangées

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 03 octobre 2025.

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe MASURE ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 - Il est institué une régie de recettes auprès du service des sports de la commune de Saint-Pol-sur-Mer

ARTICLE 2 - Cette régie est installée à la Ferme Marchand au 77 rue Edmond Flamand – 59430 Saint-Pol-sur-Mer

ARTICLE 3 - La régie encaisse les produits suivants :

Les activités sportives

Compte d'imputation : 70631

ARTICLE 4 - Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- 1° : espèces ;
- 2° : chèques ;
- 3° : cartes bancaires ;
- 4° : paiement en ligne.

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur sous forme de facture numérotée

ARTICLE 5 - Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DRFIP59.

ARTICLE 6 - L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

ARTICLE 7- Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3049 €.

ARTICLE 8 - Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois

ARTICLE 9 - Le régisseur percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 10 - Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 11 - Le Maire et le comptable public assignataire de la commune de Saint Pol Sur Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-233767-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à l'unanimité

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatih	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/43

Objet : SUPPRESSION DE LA RÉGIE D'AVANCE D'ATTRIBUTION DES TITRES RESTAURANT

Rapporteur : Monsieur Philippe MASURE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2122-22, L. 1617 et R.1617-1 à R. 1617-18 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu la délibération n° 25/07 en date du 05 février 2007 portant création de la régie « attribution de titres restaurant »

Vu l'arrêté n°2025/245 en date du 02 avril 2025 portant nomination du régisseur.

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe MASURE ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 - De supprimer la régie d'avance « attribution de titres restaurant » RA998012 en raison du changement de mode de gestion.

ARTICLE 2 – Cette décision prendra effet le 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 3 – Il est mis fin aux fonctions du régisseur, Madame Pauline VANDENSTEENDAM, à compter du 1^{er} janvier 2026 ce dernier remettra au comptable assignataire la totalité des documents, valeurs et stocks restant en sa possession.

ARTICLE 4 – Il est mis fin aux fonctions du régisseur suppléant, Madame Julie CLAEYSEN, à compter du 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 5 - M. le Maire et le comptable du Trésor auprès de la commune sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée au régisseur titulaire et aux mandataires suppléants.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-233718-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à l'unanimité

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/44

Objet : SUPPRESSION DE LA RÉGIE D'AVANCES DES FÊTES

Rapporteur : Monsieur Philippe MASURE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2122-22, L. 1617 et R.1617-1 à R. 1617-18 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu la délibération en date du 20 Juin 1967 portant création de la régie d'avance du service des fêtes

Vu l'arrêté n°2895/2022 en date du 1^{er} décembre 2022 portant nomination du régisseur ;

Considérant que cette régie n'a plus lieu d'être en raison du changement de mode de gestion ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe MASURE ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

ARTICLE 1 – De supprimer la régie d'avances du service des fêtes de la commune de Saint-Pol-sur-Mer (Spectacles et remises de récompenses) créée le 20 juin 1967.

ARTICLE 2 – Cette décision prendra effet le 1^{er} janvier 2026,

ARTICLE 3 – Il est mis fin aux fonctions du régisseur, Monsieur Patrick CUVILLON, à compter du 1^{er} janvier 2026. Ce dernier remettra au comptable assignataire la totalité des documents, valeurs et stocks.

ARTICLE 4 – Il est mis fin aux fonctions du régisseur suppléant, Madame Francesca DEL SIBIO, à compter du 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 5 - M. le Maire et le comptable du Trésor auprès de la commune sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée au régisseur titulaire et aux mandataires suppléants.

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/45

Objet : CRÉATION DE POSTE - EMPLOI PERMANENT DE COURS DE MUSIQUE - DISCIPLINE PERCUSSIONS

Rapporteur : Madame Martine CABARET

Vu le code général de la fonction publique notamment l'article L.313-1 ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L.332-8 à L.332-12 et L.422-28 ;

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;

Considérant la nécessité de recruter un chargé de cours – discipline percussions afin de garantir la continuité des cours à l'académie de musique de la ville de Saint-Pol-Sur-Mer.

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Madame Martine CABARET ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE

De créer à compter du 27 avril 2026, un poste de chargé de cours à temps non complet – discipline percussions à raison de 9 heures de travail par semaine pour exercer les missions suivantes (liste non exhaustive) :

- Enseigner une discipline artistique (musique)
- Assurer l'organisation et le suivi des études des élèves
- Évaluer les élèves
- Conduire et accompagner des projets pédagogiques, artistiques et culturels

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire titulaire relevant du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique (assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe/ assistant d'enseignement artistique principal de 1^{ère} classe), filière culturelle relevant de la catégorie B.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être occupé par un agent contractuel sur le fondement des articles L332-12 et L332-8-2° du code général de la fonction publique. En effet, cet agent contractuel serait recruté en contrat à durée indéterminée en cas de portabilité du CDI d'un autre employeur public ou à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat pourra être reconduit pour une durée indéterminée.

En cas de recours à un agent contractuel, l'agent devra donc justifier d'un diplôme, d'un titre ou d'une qualification dans ce domaine et/ou d'une expérience professionnelle. Sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

D'inscrire au budget les crédits nécessaires.

De donner tout pouvoir à monsieur le Maire délégué pour signer les documents et actes afférents à cette décision.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-234171-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à l'unanimité

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à l'unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/46

Objet : CRÉATION DE POSTE - EMPLOI PERMANENT D'ASSISTANT DE COMMUNICATION

Rapporteur : Madame Martine CABARET

Vu le code général de la fonction publique notamment l'article L.313-1 ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L.332-8 à L.332-12 et L.422-28 ;

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;

Considérant la nécessité de pérenniser un emploi d'assistant de communication pour les besoins de la direction de la communication et des Séniors.

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Madame Martine CABARET ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE :

- De créer à compter du 1^{er} décembre 2025, un emploi d'assistant de communication à temps complet pour exercer les missions suivantes (liste non exhaustive) :
 - Participation à la définition du positionnement éditorial de la communication (contenus, diffusion) sur les réseaux sociaux
 - Veille sur la e-réputation de la collectivité
 - Développement des audiences
 - Conception et/ou réalisation de produits et de contenus de communications sous des formes adaptées aux différents réseaux sociaux et aux cibles visées
 - Prise de photo/ réalisation de vidéo

Ces emplois pourront être pourvus par un fonctionnaire titulaire relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C) ou des rédacteurs territoriaux (catégorie B), filière administrative ou des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ou des techniciens territoriaux (catégorie B), filière technique. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être occupés par des agents contractuels sur le fondement de l'article L332-8-2° du code général de la fonction publique. En effet, ces agents contractuels seraient recrutés en contrat à durée indéterminée en cas de portabilité du CDI d'un autre employeur public ou à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans.

Le contrat des agents sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat pourra être reconduit pour une durée indéterminée.

En cas de recours à des agents contractuels, ils devront donc justifier d'un diplôme, d'un titre ou d'une qualification dans ce domaine et/ou d'une expérience professionnelle. Leur rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement des agents contractuels seront prononcés à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

- D'inscrire au budget les crédits nécessaires.
- De donner tout pouvoir à monsieur le Maire délégué pour signer les documents et actes afférents à cette décision.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTER DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-236268-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à la majorité

5 abstentions : NAVE - DEFRANCE - BRICHE - VAN DEN BROECKE - VAMPOUILLE

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.

Séance du Conseil consultatif de Saint-Pol-sur-Mer du mercredi 5 novembre 2025

Délibération : N° 2025/47

Objet : CRÉATION DE POSTE - EMPLOI PERMANENT DE GRAPHISTE

Rapporteur : Madame Martine CABARET

Vu le code général de la fonction publique notamment l'article L.313-1 ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment les articles L.332-8 à L.332-12 et L.422-28 ;

Vu le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;

Considérant la nécessité de pérenniser un emploi de graphiste pour les besoins de la direction de la communication et de seniors ;

LE CONSEIL CONSULTATIF;

Après avoir entendu l'exposé de Madame Martine CABARET ;

Après en avoir délibéré ;

Sur proposition de M. Christophe CLAEYS, Maire ;

DÉCIDE

- De créer à compter du 1^{er} décembre 2025, un emploi de graphiste à temps complet pour exercer les missions suivantes (liste non exhaustive) :
 - Conception et/ou réalisation de supports de communications
 - Réalisation graphique et audiovisuelle
 - Coordination artistique des réalisations
 - Mettre en ligne le contenu éditorial sur les différents supports de communication (réseaux sociaux – Site Web – Applications...)
 - Prise de photo/vidéo

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire titulaire relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux (catégorie C) ou des rédacteurs territoriaux (catégorie B), filière administrative ou des adjoints techniques territoriaux (catégorie C) ou des techniciens territoriaux (catégorie B), filière technique. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être occupé par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8-2° du code général de la fonction publique. En effet, cet agent contractuel serait recruté en contrat à durée indéterminée en cas de portabilité du CDI d'un autre employeur public ou à durée déterminée pour une durée maximale de 3 ans.

Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat pourra être reconduit pour une durée indéterminée.

En cas de recours à des agents contractuels, ils devront donc justifier d'un diplôme, d'un titre ou d'une qualification dans ce domaine et/ou d'une expérience professionnelle. Leur rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Le recrutement des agents contractuels seront prononcés à l'issue d'une procédure prévue par les

décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

- D'inscrire au budget les crédits nécessaires.
- De donner tout pouvoir à monsieur le Maire délégué pour signer les documents et actes afférents à cette décision.

LE PRESENT ACTE EST CERTIFIE EXECUTOIRE
A COMPTE DU : 17/11/2025
Identifiant télétransmission : 059-200027159-20251105-234176-DE-1-1
Pour le Maire,
l'adjoint délégué

Pour extrait certifié conforme,

Christophe CLAEYS,

Signé électroniquement

Maire

Adopté à la majorité

5 abstentions : NAVE - DEFRANCE - BRICHE - VAN DEN BROECKE - VAMPOUILLE

Nombre de Conseillers en exercice : 35
Nombre de Conseillers présents : 29
Nombre de procurations : 3

Présents :

Monsieur CLAEYS Christophe	Maire,
Madame MOUTENET-LENOIR Marjorie	Adjointe au Maire,
Monsieur MEENEBOO René	Adjoint au Maire,
Madame OUGHAZDI Cindy	Adjointe au Maire,
Monsieur BOUREY Luc	Adjoint au Maire,
Madame LEFEBVRE Nathalie	Adjointe au Maire,
Monsieur MERSSEMAN Olivier	Adjoint au Maire,
Madame TABIBOU Salmata	Adjointe au Maire,
Monsieur HAUDIQUET Roland	Conseiller municipal,
Monsieur DEBAVELAERE Jean-Luc	Conseiller municipal,
Madame GOURDEN Marie-Claire	Conseillère municipale,
Monsieur MASURE Philippe	Conseiller municipal,
Madame CATOIRE Annick	Conseillère municipale,
Monsieur CLEMENT Fabien	Conseiller municipal,
Madame MANIER Francine	Conseillère municipale,
Madame CABARET Martine	Conseillère municipale,
Madame MAES Nathalie	Conseillère municipale,
Monsieur NICOLLE Thomas	Conseiller municipal,
Madame LAMIRAND Laurence	Conseillère municipale,
Madame VARLET Virginie	Conseillère municipale,
Madame LEGROS Nathalie	Conseillère municipale,
Madame VANDORME Catherine	Conseillère municipale,
Monsieur MORNAVE Cédric	Conseiller municipal,
Monsieur BAYRAKTAR Ozkan	Conseiller municipal,
Monsieur NAVE Adrien	Conseiller municipal,
Madame DEFRANCE Nadine	Conseillère municipale,
Monsieur BRICHE Tanguy	Conseiller municipal,
Madame VAN DEN BROECKE Sabrina	Conseillère municipale,
Monsieur VAMPOUILLE Emmanuel	Conseiller municipal

Absents - Excusés :

Monsieur DEGUINES Dominique	Adjoint au Maire,
Madame DUMARQUEZ Valérie	Conseillère municipale,
Madame DAHMANI Fatiha	Conseillère municipale,
Madame VERHAEGHE Laurence	Conseillère municipale,
Madame ANDRIES Camille	Conseillère municipale,
Madame FREDERYCK Sandy	Conseillère municipale

Secrétaire de séance : Tanguy BRICHE

Conformément aux dispositions de l'article L.2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. DEGUINES a donné pouvoirs à M. MASURE, Mme DUMARQUEZ à M. MEENEBOO, Mme DAHMANI à M. CLEMENT.

Adopté à la majorité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de la date de son affichage, de sa publication ou de sa notification par voie postale ou par voie électronique sur le site internet www.telerecours.fr.